Treizième session
Genève, 6-10 mars 2006
Point 7 de l'ordre du jour
Restes explosifs de guerre

Groupe de travail sur les restes explosifs de guerre

**RÉPONSES AU DOCUMENT CCW/GGE/X/WG.1/WP.2, DATÉ DU 8 MARS 2005,
INTITULÉ «LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE ET
LES RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE»**

Réponse de l'Irlande

Première partie. Applicabilité des principes pertinents du droit international humanitaire

Quels principes existants du droit international humanitaire applicables à l'emploi de la force pendant un conflit armé sont à prendre en considération lors de l'emploi de munitions, y compris les sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre? (C'est-à-dire, la nécessité militaire, la distinction, la discrimination, la juste proportion, les précautions prises avant ou pendant l'attaque, les blessures superflues/les souffrances inutiles, la protection de l'environnement, ou toute autre considération.)

1. Toutes les munitions contenant un explosif peuvent devenir des restes explosifs de guerre. La question porte donc notamment sur l'emploi de tous les systèmes d'armes pouvant servir de vecteurs à des munitions explosives. Tous les principes et règles énumérés dans la question ont donc un rapport avec l'emploi de munitions explosives. L'ensemble du droit international humanitaire représente un compromis entre nécessité militaire et humanité. Dans la Déclaration de Saint-Petersbourg de 1868, il a été reconnu que, dans les futures tentatives visant à réglementer les conflits armés, il faudrait «concilier les nécessités de la guerre avec les lois de l'humanité». Dans les traités ultérieurs relevant du droit international humanitaire, on s'est efforcé d'établir un équilibre approprié entre les exigences souvent contradictoires de la nécessité militaire et de l'humanité.

2. **Nécessité militaire**. Selon l'Irlande, le principe de nécessité militaire permet seulement le recours à la force, pour autant qu'il ne soit pas interdit par ailleurs par le droit international, du degré et du type nécessaires pour atteindre l'objectif légitime du conflit, à savoir la soumission complète ou partielle de l'ennemi dans les plus brefs délais et avec le minimum de pertes en vies humaines. L'Irlande considère que ce principe fait partie du droit international coutumier. Tout emploi de munitions, y compris de sous-munitions, doit être conforme aux limites imposées par le principe de nécessité militaire.

3. **Humanité.** Le principe d'humanité interdit d'infliger des souffrances ou des dommages qui ne sont pas nécessaires pour atteindre des objectifs militaires légitimes. L'Irlande considère que ce principe est la base à partir de laquelle le droit international humanitaire a évolué et qu'il sous-tend les autres principes pertinents énumérés ci-après. Dans les situations qui ne sont pas couvertes par des règles spécifiques du droit coutumier et du droit des traités, les mesures et décisions militaires doivent être guidées par le principe d'humanité.
4. **Distinction.** La distinction est un principe fondamental du droit international humanitaire. Selon ce principe, des opérations militaires ne doivent être menées que contre les forces armées de l'ennemi et contre des objectifs militaires valables. Le personnel et les biens militaires doivent pouvoir être clairement distingués du personnel et des biens de caractère civil. C'est un principe impératif du droit international coutumier qui est aussi reflété dans les obligations découlant des traités. Le choix des munitions employées lors d'un conflit doit être fait de manière à faciliter la distinction entre les objectifs militaires d'une part, les personnes civiles et les biens de caractère civil d'autre part.
5. **Discrimination.** Selon le principe de discrimination, les armes, munitions et méthodes d'attaque doivent pouvoir être dirigées contre un objectif militaire valable. Les attaques qui ne peuvent pas être dirigées ainsi sont considérées comme menées sans discrimination et sont interdites. Le principe de discrimination relève de la coutume et est fondamental pour l'emploi de toutes les munitions. Ceci vaut tout particulièrement pour les sous-munitions parce que, lorsqu'elles sont employées contre des objectifs militaires, elles peuvent, de par leur vaste aire d'impact, frapper du personnel civil et des biens de caractère civil à proximité de tels objectifs.
6. **Juste proportion.** Selon le principe de juste proportion, les dommages collatéraux causés à des personnes civiles et à des biens de caractère civil ne devraient pas être excessifs par rapport à l'avantage militaire attendu. Lors de la planification de l'emploi des munitions, un commandant doit déterminer l'équilibre qui convient entre l'avantage militaire escompté et les dommages collatéraux ou incidents qui peuvent être infligés.
7. **Précautions prises avant ou pendant l'attaque.** Toutes les précautions possibles doivent être prises pour réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil qui peuvent être causés par l'emploi de munitions lors d'opérations militaires.
8. **Blessures superflues/souffrances inutiles.** L'article 35 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949 interdit d'employer des armes de nature à causer des blessures superflues ou des souffrances inutiles. Cette règle découle du principe d'humanité et est aussi à la base des restrictions et interdictions énoncées dans les protocoles à la Convention sur certaines armes classiques.
9. **Réciprocité.** L'emploi des munitions est aussi fonction du principe de réciprocité selon lequel le respect des principes du droit international humanitaire réduit le risque que les forces ennemies enfreignent ce droit.

Deuxième partie. Application des principes pertinents du droit international humanitaire

Quelles mesures l'État a-t-il prises pour donner effet aux principes existants du droit international humanitaire qu'il juge applicables à l'emploi des munitions, y compris les sous-munitions, qui risquent de devenir des restes explosifs de guerre?

En répondant à cette question, les États sont encouragés à se pencher notamment sur les points précis qui suivent:

i) Les principes en question sont-ils reflétés dans la doctrine militaire et les manuels militaires?

10. Un guide intitulé «Basic Guide to the Law of Armed Conflict» (2005) est à la disposition de toutes les unités des forces de défense irlandaises. Ce document est utilisé lors de tous les cours de formation pertinents organisés à l'intention des commandants de tous rangs des forces de défense irlandaises.

ii) Ces principes sont-ils reflétés dans des règles d'engagement?

11. Les forces de défense irlandaises conduisent des opérations militaires sur le territoire national et participent à l'extérieur à des opérations de paix internationales. Les règles d'engagement pour les opérations nationales sont déterminées en fonction du droit national, sont généralement plus restrictives que le droit des conflits armés et ne vont jamais au-delà des limites autorisées par ce dernier. Lors des opérations de paix internationales, les règles d'engagement sont déterminées par la force concernée conformément à son mandat et, là encore, en application du droit des conflits armés. Toutes les règles d'engagement sont vérifiées sur le plan juridique par des conseillers juridiques des forces de défense irlandaises avant leur application par ces forces.

iii) Est-il tenu compte des principes du droit international humanitaire:

a) Lors de la planification d'une opération militaire?

12. Oui. Tous les commandants et responsables de la planification d'état-major des forces de défense irlandaises prennent des précautions pour assurer le respect total du droit des conflits armés lors de la planification et de l'exécution des opérations militaires, en particulier en ce qui concerne l'emploi de munitions explosives.

b) Dans les procédures formelles d'acquisition d'objectifs?

13. Oui. Conformément au Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949, les commandants doivent prendre toutes les précautions pratiquement possibles quant au choix des objectifs et à l'emploi d'armes de manière à réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile et les dommages aux biens de caractère civil qui pourraient être causés incidemment.

c) Afin de veiller à ce qu'il en soit tenu compte à ces niveaux, l'État fait-il tenir aux échelons voulus du commandement des avis juridiques sur l'application et le fonctionnement des principes pertinents du droit international humanitaire?

14. Oui. Un conseiller juridique permanent est présent dans tous les quartiers généraux, au niveau de la brigade et au-dessus. Pour les opérations menées à l'extérieur du territoire, tous les commandants peuvent obtenir, sur demande, des conseils juridiques. Des conseillers juridiques sont affectés à des missions à l'extérieur du territoire lorsque le niveau des forces déployées et les rôles qu'elles doivent jouer l'exigent. Un conseiller juridique est actuellement en Bosnie pour donner des conseils juridiques aux unités irlandaises déployées en Bosnie et au Kosovo.

iv) Les membres des forces armées sont-ils formés à l'application de ces principes?

15. Oui. Tous les membres des forces de défense irlandaises reçoivent une instruction et une formation concernant les principes du droit des conflits armés et leur application. Tous les cours de formation destinés aux officiers comprennent des exercices sur le droit des conflits armés et des aspects de ce droit sont traités lors des exercices d'entraînement organisés tant pour les opérations classiques que pour les opérations de paix.

v) L'État dispose-t-il d'un mécanisme qui aurait pour fonction de déterminer la légalité d'armes et de moyens de guerre nouveaux et de doctrines militaires nouvelles? (Dans l'affirmative, préciser la base juridique de ces systèmes.)

16. Tous les membres des forces de défense chargés de l'acquisition des armes et de l'élaboration de la doctrine militaire ont accès à des conseils juridiques militaires.